

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JUIN 1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE 1922 (1).

TABLEAU A

Services de l'Agriculture

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. DE BRUYCKER.

MESSIEURS,

Le budget de l'Agriculture a donné lieu cette année au Sénat à une discussion très approfondie. De nombreux collègues de la Haute Assemblée y ont pris part et les questions les plus importantes ont fait l'objet de discours très documentés.

Les Sections de la Chambre en général sans envisager l'avenir agricole dans son ensemble, ont voulu attirer l'attention du Parlement sur quelques points spéciaux. Pour faire œuvre pratique, le rapporteur a pour devoir de les résumer.

(1) Budget, n° 24^{VII}.

(2) Composition de la Commission spéciale :

- 1) Les membres de la Commission permanente de l'Agriculture : MM. Tibbaut, président, Amelot, Brusselmans, Colleaux, Crick, De Bruycker, De Coster, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, de Montpellier, Doms, Housiaux, Jourez (Henri), Jourez (Léon), Maenhaut, Mostaert, Niezette, Pèriquet, Vanden Corput, Vanden Eynde et Wauters.
- 2) Six rapporteurs nommés par les Sections : MM. Golenvaux, Bologne, Vanden Eynde, Fieullien, Richard et De Bruycker.

Les délibérations de la Commission ont eu pour objet : 1° l'élevage bovin et chevalin ; 2° la question betteravière ; 3° la représentation dans les organismes agricoles ; 4° la question fiscale ; 5° les champs d'expérience forestiers ; 6° diverses questions d'intérêt spécial.

Avant d'entrer dans le détail de ces divers points, il importe de parler de la situation actuelle de l'agriculture.

Après les années de prospérité que les cultivateurs ont connues pendant la guerre, il apparaît que le moment est proche où la crise va se produire.

Sans doute le pessimisme n'est pas encore de mise, si l'on compare la situation présente à celle d'il y a vingt-cinq ou trente ans.

Il règne dans nos campagnes plus de bien-être, l'enseignement agricole a produit d'heureux résultats, les méthodes nouvelles de culture pratiquées à ce jour permettent d'envisager l'avenir avec plus de confiance, mais encore faut-il que le législateur ne néglige aucune mesure imposée par les nécessités de l'heure.

On oublie trop souvent qu'il y a en Belgique plus de 700,000 personnes occupées aux travaux des champs et qu'une crise atteindra non seulement celles-ci, mais aura sa répercussion sur l'ensemble des autres travailleurs de la Nation.

Chose intéressante à rappeler d'après des statistiques récentes de MM. Leplae et Rowntree, la Terre dans notre pays appartient à 719,968 personnes qui ont en moyenne chacune 3 hectares 80 ares.

Contrairement à l'opinion courante des villes, 98 p. c. des propriétaires belges possèdent moins de 10 hectares.

Depuis plus d'un an une chute rapide du prix des produits agricoles s'est produite (céréales, sucre, animaux), qui ne correspond pas à une baisse parallèle des postes principaux du capital d'exploitation (engrais, aliments concentrés, main-d'œuvre), facteur dont le marché est limité.

En fait, l'agriculture est de toutes les industries celle qui sacrifie le plus à la baisse. Alors que les frais de production sont peu diminués, les produits principaux de la ferme, bétail, blé, betteraves ont fléchi dans la proportion de 30, 40, 60 p. c. comparativement à l'année précédente.

Malheureusement cette baisse rapide des produits agricoles n'a pas eu jusqu'ici une répercussion suffisante sur le coût de la vie et n'a guère profité aux consommateurs.

En effet, il n'existe aucun parallélisme entre le prix des denrées à la ferme et à la consommation. Alors que l'éleveur vend son bétail 35 à 50 p. c. en moins que ce qu'il le vendait en 1920, le prix à l'étal est bien peu diminué. Dans le rapport des agronomes de l'État d'avril dernier, je trouve cette appréciation :

« Alors que la vente du bétail constitue l'éleveur en perte, le consommateur paie toujours sa viande au prix fort, les intermédiaires prélevant les bénéfices. »

Cette vérité mérite d'attirer notre attention. C'est le moment de parler de notre élevage national.

1° *L'Élevage bovin et chevalin.*

Le bulletin trimestriel (numéro 29), mars 1922, que vient de publier le bureau de la statistique générale du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène, fournit au sujet de la restauration du pays des indications très intéressantes.

Espèce chevaline (chevaux employés à l'agriculture) nombre de têtes :

	1913	.	.	.	.	.	273,160
	1919	.	.	.	.	.	161,619
	1920	.	.	.	.	.	205,152
	1922	.	.	.	.	.	222,033
Espèce bovine	1913	.	.	.	.	.	1,849,484
	1919	.	.	.	.	.	1,283,936
	1920	.	.	.	.	.	1,487,361
	1921	.	.	.	.	.	1,514,953
Vaches laitières	1913	.	.	.	.	.	936,800
	1919	.	.	.	.	.	618,332
	1920	.	.	.	.	.	733,170
	1921	.	.	.	.	.	779,966

* * *

Au point de vue de l'exploitation bovine, la plus importante parmi les exploitations agricoles, mon honorable collègue M. Van den Eynde l'an dernier posait la question de savoir si demain cet élevage pourrait encore se faire d'une façon rémunératrice. Ce demain semble bien être aujourd'hui ; espérons qu'il s'agit d'une période de courte durée : la crise atteint spécialement l'élevage bovin parce que nous ne sommes pas en situation de lutter avec avantage. Nous ne sommes pas au niveau de nos concurrents. La Section a été heureuse de constater que les nouvelles méthodes d'amélioration préconisées par l'honorable Ministre de l'Agriculture depuis l'armistice font rapidement leur chemin. Elle ne peut qu'insister pour que le nouveau règlement soit appliqué intégralement et au plus tôt au point de vue des expertises, au point de vue du caractère laitier, etc.

Des membres des régions sablonneuses ont signalé la gravité de la situation résultant du fait que les taureaux reproducteurs font défaut. Ils voudraient voir maintenir provisoirement les encouragements qui étaient donnés autrefois aux syndicats d'achat en commun de taureaux.

Les éleveurs ne considéreront aucune mesure comme draconienne quand ils sauront que nous venons d'importer en un an pour 203 millions de francs de produits dérivés du lait. Or, il suffirait d'augmenter la production moyenne annuelle de 25 kilogrammes de beurre par vache pour obtenir un supplément de production de la valeur de ces importations.

C'est ce supplément de production qui doit diminuer fortement le prix de revient de toute la production et permettre de lutter contre la concurrence de la Hollande et du Danemark. D'après l'expérience des autres pays, nous

sommes certains d'obtenir ce supplément de production après quelques années de contrôle du caractère laitier et une sélection adéquate. Or, en Hollande et au Danemark, plus de 35 p. c. de vaches sont contrôlées ; en Belgique, à l'heure actuelle, pas même 1 p. c.

Outre l'intérêt général, il faut aussi se souvenir que l'exploitation bovine rentre dans le cadre de la culture intensive.

La supériorité de la vache laitière comme transformation des produits de la ferme en produits destinés à l'alimentation humaine n'est pas suffisamment mise en relief.

Il a été démontré par des expériences faites au Canada qu'avec 100 kilogrammes de principes digestibles, la vache forte laitière fabrique 18 kilogrammes de principes digestibles pour l'homme ; le porc, 15 kilog. 800 ; le bœuf, 2 kilog. 800 (1).

De plus ce que toutes les ménagères devraient savoir : c'est qu'un litre de lait a une valeur nutritive supérieure à une demie livre de beefsteak maigre et débarrassé de la graisse.

Bref, comme les autres pays l'ont fait nous devons moderniser notre élevage bovin. La difficulté du contrôle est grande chez nous. Au Danemark, il y a en moyenne 425 vaches par syndicat de contrôle, réparties dans 25 étables, avec une moyenne donc de 17 vaches par étable. En Belgique, il faut plus de 100 étables pour trouver le même nombre de vaches à contrôler. Il faudrait donc augmenter le subside dans des proportions importantes.

Au sujet de la tuberculose bovine il serait urgent de faire connaître le nouveau règlement que le Ministre avait promis lors de la discussion du précédent budget.

Un mot de l'Élevage du cheval de trait Belge.

Sommes-nous suffisamment organisés comparativement aux efforts que font nos concurrents sur les marchés étrangers pour supplanter notre cheval de gros trait. L'élevage était avant la guerre et doit rester de plus en plus une industrie d'exportation.

L'Allemagne, d'après ses calculs de 1918, devait pendant ces quelques années d'occupation prendre sur ses rivaux une avance telle qu'elle resterait définitivement maîtresse du marché extérieur. — Étalons et poulinières durent être livrés avec leurs produits : ils furent dirigés sur l'Allemagne où l'on devait les répartir dans tout l'empire.

En août 1919 les Allemands reconnurent que le nombre de ces chevaux ne dépassait pas 60,000. Ce chiffre était faux comme on l'a su depuis. Nos ennemis désiraient avant tout conserver ce qu'ils avaient volé en France et en Belgique. Nous devons réagir contre leurs campagnes de presse où l'on représente l'élevage Belge compromis et devant être remplacé par le leur. Le Gouvernement devait détruire cette légende qui, dans l'avenir, fera un tort des plus considérables à nos éleveurs.

(1) *Élevage bovin en Belgique*, par MM. MULLIÉ et PAYOT, page 34.

2° La question betteravière.

Dans plusieurs sections des membres ont exposé la situation de cette culture comme suit :

1° Ou bien notre culture betteravière périra devant celles américaine, italienne, espagnole, française, allemande, protégées par des droits de douane plus élevés que les nôtres et alors disparaîtra du sol belge la plante pivot qui a fait sa richesse et sa prospérité pendant un demi-siècle;

2° Ou bien notre culture grandira à côté des autres, grâce à l'établissement d'un droit compensateur égal à celui dont jouit le cultivateur américain, italien, français, etc. A l'abri de la taxe compensatrice élevée, l'étranger nous voue à la ruine.

Les arguments principaux invoqués sont les suivants (1) :

1. La betterave à sucre a une très grande influence sur le rendement des céréales et du bétail;

2. Le sucre est un aliment précieux, sans qu'il y ait épuisement proportionnel du sol en ses éléments nutritifs qui y font retour par les sous-produits.

3. Les gouvernements étrangers ont protégé leurs sucres indigènes. (Extrait du rapport de la Commission des sucres au Ministre des Finances, juillet 1921.)

Aux Etats-Unis, au cours actuel du change, les droits protecteurs sont de 55 francs par 100 kilogrammes pour les sucres indigènes de betteraves, les sucres de la Louisiane, de Porto-Rico, de Hawaï, des Philippines et de Ste-Croix.

Les sucres de Cuba jouissent d'une réduction de 20 p. c. sur les droits d'entrée aux Etats-Unis soit une protection de 11 francs par 100 kilogrammes.

L'Angleterre a relevé ses droits d'entrée sur le sucre blanc et fait bénéficier ses Colonies d'une réduction sur ce tarif. Ce qui représente une protection de fr. 10.20 par 100 kilogrammes.

Les sucres des Indes Occidentales anglaises bénéficient encore d'une protection à l'importation au Canada où les droits sont réduits en leur faveur à concurrence de fr. 21.60 par 100 kilogrammes.

La France accorde une protection de 50 francs par 100 kilogrammes sur les sucres indigènes comme sur les sucres de ses Colonies.

L'Allemagne a établi des droits protecteurs de 60 francs par 100 kilogrammes.

En Italie la surtaxe est de 68 liras par 100 kilogrammes.

En Roumanie elle est de 600 lei par 100 kilogrammes.

En Hollande on étudie la question de l'instauration d'une surtaxe en vue de favoriser les fabricants de sucre de betteraves.

La Tchéco-Slovaquie a été plus énergique encore, en fermant ses frontières à tout sucre étranger.

En résumé, sur 18 millions de tonnes de sucre produites dans le monde, 15 millions au moins sont protégés.

4. Perte pour les ouvriers belges d'une somme énorme de salaires.

Pour les ouvriers agricoles, la somme de salaires perçue en plus à l'hectare pour les betteraves par rapport aux cultures de céréales est de

(1) Rapport des Unions professionnelles agricoles.

550 francs, soit pour les 50,000 hectares de betteraves en 1921, 27 millions 500,000 francs.

Si comme on le présume, en présence de la situation actuelle, on réduit cette culture de 50,000 à 30,000 hectares, la perte nette sera de 14 millions pour la classe ouvrière agricole, non compté que les chemins de fer de l'Ét. tirent profits importants des transports de betteraves, pulpe, calcaire et charbon et que certaines lignes vicinales ne peuvent vivre que grâce aux transports de betteraves et de pulpes.

L'objection la plus sérieuse qui pourrait être faite à une protection réellement efficace sous forme de taxe douanière serait le renchérissement à l'intérieur du pays du prix du sucre à la consommation.

Si l'on envisage la question de près, ce renchérissement n'existe pas en réalité.

La consommation par tête d'habitant en Belgique est d'environ 12 kilogrammes; une augmentation de prix ne pourrait augmenter le budget annuel d'un ménage que de quelques francs par tête, mais l'abaissement des prix de revient de la viande, du lait et du beurre, la surproduction de céréales et l'action favorable sur le change compenserait cette augmentation au point de la dépasser certainement et par conséquent la mesure demandée au lieu de provoquer la hausse du prix de la vie, agirait par réaction vers la baisse.

3° *La question fiscale.*

Le régime fiscal appliqué à l'agriculture donne-t-il satisfaction? Non, parce que la détermination du revenu des exploitants agricoles a lieu par des barèmes forfaitaires. Leur but est de rechercher par année le bénéfice propre réalisé par des cultures normales dans les régions de culture semblable.

C'est l'Administration seule qui dresse ce barème et l'impose *ne varietur*. Ce qu'il faudrait, c'est le voir établi après discussion avec le fisc. C'est le système de la Commission paritaire, dont le but est d'appliquer loyalement la loi d'impôts tout en sauvegardant le légitime intérêt du contribuable.

Des membres voudraient donc voir les représentants du fisc et les assujettis à l'impôt déterminer par région agricole le bénéfice professionnel moyen du cultivateur.

4° *Les organismes de représentation agricole.*

Depuis l'armistice les desiderata des cultivateurs en matière de comices agricoles n'ont pas été satisfaits.

Il importe cependant que ces organismes soient reformés, car ils ne répondent plus aux nécessités actuelles.

Aucune modification n'est intervenue depuis vingt ans, car ce sont toujours les arrêtés royaux de 1889, 1898 et 1900 qui régissent la matière.

Et cependant depuis lors les associations libres d'intérêt agricole ont pris une extension considérable : nos paysans veulent une représentation plus adéquate de leurs intérêts.

Le Parlement est saisi d'une proposition de loi créant des Chambres d'agriculture. Des membres voudraient en voir la discussion au cours de la session prochaine. D'autres, au contraire, estiment que mieux vaudrait modifier les comices par arrêté royal.

La Commission, sans prendre de décision, a voulu attirer l'attention du Gouvernement sur l'urgence d'une solution.

5° Les champs d'expérience forestiers.

Il résulte d'une statistique établie par M. Crahay, directeur général des eaux et forêts, qu'au cours des années d'occupation 8,800 hectares de bois ont été rasés par les Allemands et les dégâts sont estimés à 200 millions de francs au prix de 1914. Si l'on tient compte de la majoration des prix, le dommage total s'élève actuellement à 800 millions. La Section centrale attire l'attention du Gouvernement sur cette situation et espère que des champs d'expérience forestiers seront établis dans les diverses régions du pays. La Nation a intérêt à voir ses terrains replantés dans le plus bref délai avec des essences appropriées au sol et avec méthode.

6° Diverses questions d'intérêt spécial.

La Commission spéciale demande que le Gouvernement autorise le paturage dans les bois et les taillis domaniaux et communaux dévastés par les Allemands même si dans les circonstances normales cette licence ne serait pas à conseiller.

Elle insiste pour que des facilités de transport soient accordées pour tout ce qui concerne l'alimentation du bétail.

Une plus grande liberté devrait être donnée pour la vente des produits agricoles et leur exportation de telle sorte que les cultivateurs puissent avec ce prix acheter des produits concentrés.

Elle voudrait voir obtenir le plus possible des engrais allemands à titre de réparations en nature. Elle attire l'attention de M. le Ministre sur la situation créée par l'augmentation excessive du taux des fermages dans certaines régions du pays.

En terminant ce rapport la Commission spéciale félicite l'honorable Ministre de l'activité de son département et compte grâce aux mesures qu'il prendra, sur le progrès constant de notre agriculture nationale.

La Commission regrette vivement que, vu les circonstances, la discussion du budget ne peut avoir lieu en ce moment. Elle prend acte de la décision de la Chambre d'aborder l'examen du budget de l'Agriculture à la rentrée d'octobre.

Elle demande surtout au Gouvernement, en raison de la gravité exceptionnelle de la crise, de nommer une Commission spéciale qui pourrait en suivre toutes les manifestations, suggérer les remèdes et se tenir en contact permanent avec les délégués des groupements agricoles officiels et libres.

Le Rapporteur,
DE BRUYCKER.

Le Président,
E. TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 JUNI 1922.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW EN OPENBARE WERKEN VOOR HET DIENSTJAAR 1922 (1).

TABEL A

Landbouwdiensten.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER DE BRUYCKER.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van Landbouw heeft dit jaar in den Senaat aanleiding gegeven tot een zeer grondige behandeling. Talrijke collega's der Hooge Vergadering namen er deel aan en de belangrijkste vraagstukken werden er in zeer zakelijke redevoeringen uiteengezet.

De Afdeelingen der Kamer over het algemeen, zonder de toekomst van den landbouw in haar geheel te beschouwen, hebben er prijs op gesteld, de aandacht van het Parlement op enkele bijzondere punten te vestigen. Om practisch te werk gaan, moet de verslaggever die punten samenvatten.

(1) Begrooting, n^o 24^{viii}.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

- 1) De leden van de *Bestendige Commissie voor den Landbouw* : de heeren Tibbaut, voorzitter, Amelot, Brusselmans, Colleaux, Crick, De Bruycker, De Coster, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, de Montpellier, Doms, Housiaux, Journez (Henri), Journez (Léon), Maenhaut, Mostaert, Nizette, Périnet, Vanden Corput, Vanden Eynde en Wauters.
- 2) *Zes verslaggevers benoemd door de Afdeelingen* : de heeren Golenvaux, Bologne, Vanden Eynde, Fieullien, Richard en De Bruycker.

De beraadslagingen der Commissie gingen over : 1^o den runder- en den paardenkweek ; 3^o de beetwortelkwestie ; 3^o de vertegenwoordiging in de landbouworganismen ; 4^o de fiscale kwestie ; 5^o de bosch-proefvelden ; 6^o verscheidene vraagstukken van bijzonder belang.

Alvorens deze verscheidene punten afzonderlijk te behandelen, komt het er op aan, te spreken over den tegenwoordigen toestand van den landbouw.

Na de jaren van voorspoed, welke de landbouwers gedurende den oorlog gekend hebben, schijnt wel het oogenblik der crisis nabij te zijn.

Gewis, men moet de zaken nog niet te zwart inzien, als men den toestand vergelijkt met dien van vijf en twintig of dertig jaar geleden.

Op het platteland heerscht thans meer welstand, het landbouwonderwijs heeft gelukkige uitslagen opgeleverd, de tegenwoordig aangewende nieuwe teeltwijzen laten de toekomst met meer vertrouwen te gemoet zien, maar toch is het noodig dat de welgever geen der maatregelen verzuimt, welke zich thans opdringen.

Men vergeet al te dikwijls dat er in België meer dan 700,000 personen zijn, die hunne bezigheid vinden op het land en dat eene crisis niet alleen deze 700,000 personen zou treffen, doch haren terugslag zou hebben op al de andere arbeiders van gansch het land.

Het is van belang er aan te herinneren dat, volgens de statistiek van de heeren Lepiae en Rowntree, de grond in ons land toebehoort aan 719,968 personen die gemiddeld 3 hectaren 80 aren bezitten.

In strijd met wat men zich in de steden voorstelt, bezitten 95 t. h. van de Belgische eigenaars minder dan 10 hectaren.

Sedert meer dan één jaar ondergaan de prijzen der landbouwproducten, (graan, suiker, dieren) eene daling die niet overeenstemt met eene gelijklopende daling van de voornaamste posten van het bedrijfskapitaal (mest, verdicht voeder, arbeidskrachten), factor waarvan de afzet beperkt is.

In feite, is de landbouw, onder al de nijverheden, diegene die de gevoeligste prijsvermindering ondergaat. Terwijl de productiekosten weinig verminderden, zijn de hoofdproducten van de boerderij, vee, koren, beetwortels, afgeslagen naar eene verhouding van 30, 40, 60 t. h. tegenover het vorig jaar.

Ongelukkig heeft deze spoedige prijsvermindering der landbouwproducten nog niet een voldoende terugslag op den prijs van het leven en kwam den verbruiker nog weinig of niet ten goede.

Er bestaat inderdaad geen gelijklopend verband tusschen den prijs der waren in de boerderij en bij het verbruik. Terwijl de fokker zijn vee 35 à 50 t. h. beterkoop verkoopt dan in 1920, is de prijs op de vleeschbanken heel weinig verminderd. In het verslag van 's Rijks landbouwkundigen van April 11. vind ik deze beschouwing :

« Terwijl de fokker bij het verkoopen van zijn vee verliest, betaalt de verbruiker nog steeds het vleesch tegen hooge prijzen, en tusschenpersonen strijken de winst op. »

Deze waarheid verdient onze volle aandacht. Het is het oogenblik om over onzen nationalen veekweek te spreken.

1° *Runder- en Paardenkweek.*

Het driemaandelijks bulletijn (nummer 29), Maart 1922, dat onlangs werd uitgegeven door het bureel der algemeene statistiek van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid geeft, in verband met 's lands herstel, zeer belangwekkende inlichtingen.

Paardenras (paarden voor den landbouw gebruikt), aantal stuks :

	1913	.	.	.	.	.	273,160
	1919	.	.	.	.	.	161,619
	1920	.	.	.	.	.	205,152
	1922	.	.	.	.	.	222,053
Runderen	1913	.	.	.	.	.	1,849,484
	1919	.	.	.	.	.	1,283,956
	1920	.	.	.	.	.	1,487,361
	1921	.	.	.	.	.	1,514,933
Melkoeien	1913	.	.	.	.	.	936,800
	1919	.	.	.	.	.	618,332
	1920	.	.	.	.	.	755,170
	1921	.	.	.	.	.	779,966

* * *

Wat den runderkweek betreft, — de belangrijkste onder de landbouwhedrijven, — heeft mijn achtbaar medelid, de heer Van den Eynde, verleden jaar de vraag gesteld, of deze teelt in de toekomst nog met eenige winst zou kunnen geschieden. Deze toekomst lijkt reeds dáár te zijn; laten wij hopen dat het een tijdperk van korten duur zal zijn: de crisis treft bijzonder den runderkweek, omdat wij niet bij machte zijn om op voordeelige wijze te strijden. Wij bereiken niet de hoogte onzer mededingers. De Commissie was gelukkig vast te stellen dat de nieuwe verbeteringsmethoden, welke sedert den wapenstilstand door den achtbaren Minister van Landbouw worden voorgestaan, spoedig ingang vinden. Zij kan slechts aandringen opdat de nieuwe regeling in haar geheel en ten spoedigste toegepast worde, in zake deskundig onderzoek, eigenschappen wat de melkopbrengst betreft, enz.

Leden uit de zandstreken hebben gewezen op het gevaar van den toestand voortvloeiende uit het feit, dat er gebrek is aan de fokstieren. Zij wenschen dat de aanmoedigingsmiddelen, die vroeger werden toegestaan aan de syndicaten tot gemeenschappelijken aankoop van stieren, voorloopig behouden worden.

De veekweekers zullen geen maatregel als draconisch aanzien, wanneer zij zullen weten dat wij op een jaar voor 203 miljoen frank van de melk afkomstige producten hebben ingevoerd. Welnu, het volstaat de gemiddelde jaarlijksche boteropbrengst met 25 kilogram per koe te vermeerderen om

eene aanvullende opbrengst te bekomen, die opweegt tegen de waarde van gemelden invoer.

Deze aanvullende opbrengst is het, die den kostenden prijs van gansch de opbrengst aanzienlijk moet doen verminderen en moet toelaten de mededinging van Nederland en Denemarken te bestrijden. Volgens de ervaring in andere landen opgedaan, zijn wij zeker deze aanvullende opbrengst te bekomen na enkele jaren toezicht op de eigenschappen wat de melkopbrengst betreft, en een passende teeltkeus. Welnu, in Nederland en Denemarken worden meer dan 35 t. h. der koeien gecontroleerd; in België, zelfs niet 1 t. h. voor het oogenblik.

Behalve het algemeen belang dat er aan verbonden is, moet men ook niet uit het oog verliezen dat de runderkweek in het kader valt van de intensieve teelt.

De hooge waarde van de melkkoe als factor tot verandering van de producten der boerderij in producten voor 's menschen voeding wordt niet genoegzaam in het licht gesteld.

Door te Canada ondernomen proeven werd bewezen dat de melkkoe, met 100 kilogram verteerbare bestanddeelen, 18 kilogram voor den mensch verteerbare bestanddeelen vervaardigt; het varken, 15 kgr. 800; de os, 2 kgr. 800 (1).

Daarenboven, iets wat alle huishoudsters dienden te weten, is dat een liter melk een hogere voedingswaarde bezit dan een half pond mager biefsteak, zonder vet.

Kortom, zooals de andere landen moeten wij onzen runderkweek op modernen voetschoeien. De contrôle gaat ten onzent met vele moeilijkheden gepaard. In Denemarken zijn er gemiddeld 425 koeien per contrôle-syndikaat, dewelke verdeeld zijn over 23 stallen, dus met gemiddeld 17 koeien per stal. In België zijn meer dan 100 stallen noodig om hetzelfde aantal te controleeren koeien te vinden. De toelage diende dus in aanzienlijke mate te worden vermeerderd.

Wat de tuberculose bij de runderen betreft, het zou dringend noodig zijn het nieuw reglement kenbaar te maken, dat de Minister beloofd had bij de behandeling van de vorige begrooting.

Een woord nu over het fokken van het Belgisch trekpaard.

Zijn wij voldoende ingericht in vergelijking met de pogingen door onze mededingers op de buitenlandsche markten aangewend om ons zwaar trekpaard te vervangen? De paardenfokkerij was vóór den oorlog en moet al steeds meer zijn een uitvoernijverheid.

Duitschland moest, volgens zijne becijferingen van 1918, gedurende die enkele jaren bezetting op zijne mededingers zulk een voorsprong maken dat het voor goed meester zou blijven over de buitenlandsche markten. Hengsten en merrieveulens moesten, met hunne producten, geleverd worden: zij werden naar Duitschland gestuurd, waar zij over gansch het Rijk moesten verdeeld worden.

(1) *Élevage bovin en Belgique*, door MULLIÉ en PAYOT, bl. 34.

In Augustus 1919 erkenden de Duitschers, op het aandrigen der Fransche afgevaardigden, dat het aantal dier paarden 60,000 niet te boven ging. Dit cijfer was vals, zooals men het sindsdien vernomen heeft. Onze vijanden wilden eerst en vooral behouden wat zij in Frankrijk en België gestolen hadden. Wij moeten hunnen perscampagnes tegenwerken, waarin men de Belgische fokkerij afschildert als zijnde den ondergang nabij en moetende vervangen worden door de hunne. De Regeering zou deze legende moeten te niet doen; in de toekomst zal zij aan onze paardenfokkers de grootste schade berokkenen.

2° *Het beetwortelvraagstuk.*

In verscheidene afdeelingen hebben leden den toestand van de beetwortelteelt uiteengezet als volgt :

1° Onze beetwortelteelt zal ten onder gaan tegenover de Amerikaansche, Italiaansche, Spaansche, Fransche, Duitse beetwortelteelten, omdat deze beschermd worden door hoogere tolrechten dan de onze, en dan zal van den Belgischen bodem de vrucht verdwijnen, die de spil was van zijnen rijkdom en zijnen voorspoed gedurende een halve eeuw ;

2° Ofwel zal onze teelt zich ontwikkelen naast de andere, dank zij het heffen van een compensatierecht gelijk aan datgene dat de Amerikaansche, Italiaansche, Fransche kweeker, enz., geniet. Verscholen achter dit compensatierecht, doemt de vreemdeling ons tot den ondergang.

De voornaamste aangevoerde beweegredenen zijn de volgende :

1. De suikerbeet heeft een zeer grooten invloed op de opbrengst aan graan en vee ;

2. Suiker is een kostbaar voedsel, zonder dat er een evenredige uitputting van den bodem plaats hebbe wat zijne voedende bestanddeelen betreft, daar deze, onder vorm van bijproducten, hem worden teruggegeven ;

3. De buitenlandsche Regeeringen hebben hunne inlandsche suiker beschermd. (Uittreksel uit het verslag der Suikercommissie bij het Ministerie van Financiën, Juli 1921.)

In de Vereenigde Staten bedragen de beschermingsrechten, tegen den huidige wisselkoers, 55 frank per 100 kilogram voor de inlandsche beetwortelsuiker, de suiker van Louisiane, Porto-Rico, Hawaï, de Philippijnsche eilanden en Sinte-Kruis.

De suiker van Cuba geniet het voordeel van 20 t. h. vermindering op de invoerrechten in de Vereenigde Staten, dus eene bescherming van 11 frank per 100 kilogram.

Engeland heeft hare rechten verhoogd op de witte suiker en laat zijne koloniën het voordeel genieten van eene vermindering op dit tarief. Dit vertegenwoordigt eene bescherming van fr. 10.20 per 100 kilogram.

De suiker uit Britsch West-Indië geniet nog bescherming bij den invoer in Canada waar de rechten te hunnen bate verminderd zijn tot een beloop van fr. 21.60 per 100 kilogram.

Frankrijk verleent eene bescherming van 50 frank per 100 kilogram op de inlandsche suiker, evenals op de suiker uit zijne koloniën.

Duitschland heeft 60 frank beschermingsrechten per 100 kilogram voorzien.

In Italië bedraagt het recht 68 lira per 100 kilogram.

In Roemenië, 600 lei per 100 kilogram.

In Nederland neemt men het heffen van eene verhoogde belasting in overweging, ten einde de beetwortelsuikerfabrikanten te bevoordeelen.

Tjecho-Slovakije ging nog krachtdadiger tewerk, waar het zijne grenzen sloot voor alle buitenlandsche suiker.

Kortom, van 18 miljoen ton suiker, die in de wereld worden voortgebracht worden 15 miljoen ten minste beschermd.

4. Verlies voor de Belgische arbeiders van eene ontzaglijke som aan loonen.

Voor de landarbeiders is het loonbedrag, dat voor de beetwortels per hectare meer ontvangen wordt dan voor het graan, 550 frank, d. i. voor de 50,000 hectaren beetwortelvelden in 1921, 27,500,000 frank.

Indien men — zooals het in verband met den tegenwoordigen toestand voorzien wordt — deze cultuur van 50,000 hectaren op 30,000 hectaren terugbrengt, dan zal het netto-verlies 11,000 miljoen bedragen voor den landarbeidersstand, waarbij dan nog niet medegerekend wordt dat de Staatsspoorwegen op het vervoer van beetwortels, pulp, melk en kolen, aanzienlijke winst maken en dat sommige buurtspoorwegen slechts leefbaar zijn dank zij het vervoer van beetwortels en pulp.

Het grootste bezwaar, dat men zou kunnen inbrengen tegen eene werkelijke doeltreffende bescherming in den vorm van tolheffing zou zijn de prijsvermeerdering, binnenslands, van de suiker voor het verbruik.

Onderzoekt men de zaak van nabij, dan bestaat in werkelijkheid die prijsvermeerdering niet.

Het verbruik per hoofd bedraagt in België ongeveer 12 kilogram; eene prijsvermeerdering zou de jaarlijksche begroting van een gezin slechts met enkele franken per jaar bezwaren, doch de vermindering van den kostenden prijs van vleesch, melk en boter, de overvoortbrengst van graan en de gunstige invloed op den wisselkoers zouden tegen die vermeerdering opwegen, ja ze zelfs overschrijden en bijgevolg zou de gevraagde maatregel, in plaats van de levensduurte te vermeerderen, door terugwerking afslag teweegbrengen.

3° *Het fiscale vraagstuk.*

Schenkt het op den landbouw toegepaste fiscaal stelsel voldoening? Neen, omdat de vaststelling van het inkomen van de landbouwers plaats heeft volgens vaste, eens vooral bepaalde barema's. Het doel is, de eigenlijke winst te kennen, gemaakt door middel van normale teelten in streken met gelijk bedrijf.

Het bestuur stelt dit barema alleen vast en legt het *ne varietur* op.

Dit barema diende te worden opgemaakt na bespreking met den fiscus. Dit is het stelsel der paritaire commissie, wier doel het is de belastingen

genwet eerlijk toe te passen, zonder de rechtmatige belangen van de belastingplichtigen te schaden.

Leden zonder dus de gemiddelde bedrijfswinst van den landbouwer per landbouwstreek willen zien bepalen door de vertegenwoordigers van den fiscus en degenen die de belasting betalen.

4° De organismen voor landbouwvertegenwoordiging.

Sedert den wapenstilstand werd geen voldoening geschonken aan de wenschen der landbouwers in zake landbouwcomices.

Het komt er nochtans op aan, dat deze organismen eene hervorming ondergaan, want zij voldoen niet meer aan de tegenwoordige vereischen.

Sedert twintig jaar is er niets ingewijzigd, want de zaak is nog steeds geregeld bij de Koninklijke besluiten van 1889, 1898 en 1900.

En nochtans hebben sinds dien de vrije landbouwverenigingen een aanzienlijke uitbreiding genomen : onze boeren eischen een betere vertegenwoordiging hunner belangen.

Bij het Parlement is een wetsvoorstel ingediend, waarbij landbouwkamers worden opgericht. Leden wenschten dit ontwerp gedurende dezen zittijd nog te zien behandelen. Anderen, integendeel, zijn van oordeel dat het beter ware de comices bij Koninklijk besluit te wijzigen.

De Commissie, zonder eene beslissing te nemen, heeft de aandacht van de Regeering willen vestigen op de dringendheid van het beslechten van dit vraagstuk.

5° De bosch-proefvelden.

Uit eene door den heer Crahay, algemeen bestuurder van Waters en Bosschen, opgemaakte statistiek blijkt dat, in den loop van de bezettingsjaren, 8,800 hectaren bosch door de Duitschers platgelegd werden ; de schade wordt op 200 miljoen frank geschat tegen de prijzen van 1914. Houdt men rekening met de vermeerdering der prijzen, dan beloopt de algeheele schade thans 800 miljoen. De Middenafdeeling vestigt de aandacht der Regeering op dien toestand en hoopt dat bosch-proefvelden zullen worden opgericht in de verschillende gewesten van het Rijk. De Natie heeft er belang bij, hare gronden ten spoedigste weer stelsmatig beplant te zien met de voor den bodem geschikte houtsoorten.

6° Verscheidene vraagstukken van bijzonder belang.

De Bijzondere Commissie vraagt dat de Regeering het weiden zou toelaten in de bosschen van den Staat en van de gemeenten, die door de Duitschers verwoest werden, zelfs indien zoodanige toelating niet mocht aan te raden zijn onder normale omstandigheden.

Zij dringt aan, opdat er gemakkelijker vervoer zou voorzien worden voor al wat de voeding van het vee betreft.

Eene ruimere vrijheid zou moeten gegeven worden voor den verkoop der landbouwproducten en voor hunnen uitvoer, derwijze dat de landbouwers met dezen prijs verdichte producten zouden kunnen aankopen.

De Commissie wenscht dat zooveel Duitsche meststoffen mogelijk worden bekomen als vergoeding in natura. Zij vestigt de aandacht van den Minister op den toestand in 't leven geroepen door de overdreven verhooging der landpachten in sommige streken van het land.

Om dit verslag te sluiten, stelt de Commissie er prijs op, den achtbaren Minister geluk te wenschen voor de bedrijvigheid van zijn departement; zij rekent er op dat onze nationale landbouw, dank zij de maatregelen welke het zal nemen, op den weg van den vooruitgang niet zal stilstaan.

De Commissie betreurt zeer dat de begrooting thans, wegens de omstandigheden, niet kan behandeld worden. Zij neemt akte van de beslissing der Kamer, tot deze behandeling over te gaan na den terugkeer der Kamer in October.

Zij verzoekt vooral de Regeering, op grond van den buitengewoon ernstigen aard der crisis, eene Bijzondere Commissie te benoemen, die al de verschijnselen daarvan zou kunnen nagaan, de redmiddelen aanwijzen en voortdurend in voeling blijven met de afgevaardigden der officieele en vrije landbouwgroeperingen.

De Verslaggever,

DE BRUYCKER.

De Voorzitter,

E. TIBBAUT.

